

Coup d'Etat au Burundi Ndadaye et plusieurs de ses proches exécutés

Ndadaye est mort
avec les siens

Les premières informations reçues faisaient état de la participation de Bagaza et Cyprien Mbonimpa mais malgré leurs démentis, les soupçons continuent à peser sur eux. Ce qui est vrai, c'est que le démocrate Ndadaye, le président de l'Assemblée nationale, M. Potien Karibwami et son vice-président M. Jules Bima Zubute ainsi que M. Richard Ndikumwami (administrateur général de la sûreté et documentation nationales) ont été passés aux armes le jeudi 21 octobre à 10 heures. Selon les déclarations du ministre Léonard Nyangoma, confirmées par le ministre de l'information du gouvernement en exil, Ngeze se trouvait déjà au camp militaire où a été tué Ndadaye, en sa présence. Crime contre l'humanité, crime sans châtiment que le ministre de l'information a dénoncé, commis par des officiers de haut rang et plusieurs dignitaires et dirigeants de l'ancien parti unique UPRONA dont Libère Bararuyere, ancien chef de l'Unité nationale.

Les cerveaux du putsch sont connus, tous de la province de Bururi : à part l'ancien ministre de l'Intérieur et développement des collectivités locales du régime Buyoya, le "député" François Ngeze de l'ethnie hutu comme Ndadaye, grand Uprôniste, ancien réfugié du Palipehutu au Rwanda. Les autres acteurs cités par plusieurs sources parfois contradictoires sont : Cyprien Mbonimpa, ancien ministre des Relations extérieures de Buyoya, Jean-Baptiste Bagaza (le vieux disque de la présidence de la République), le major Bizuru, le lieutenant-colonel Sylvestre Ningaba alias Sining, dernièrement impliqué avec Ngeze dans le coup d'Etat manqué contre Ndadaye en juillet 1993 ainsi que le colonel Jérôme Sinduhije (ancien ambassadeur du Burundi à Kinshasa), le lieutenant-colonel Gervais Nimubona

(ancien Consul général à Bukavu), les militaires (Pascal Simbanduku, Rumbete, Busokoza, Hilaire Ntaringiza, Kamana, Baziyi, Antoine Nimbeshe, Gérard Cishahayo, Ndayisaba, Ndososaba, Nkurunziza, Nyionkuru...), les civils (Alphonse Kadege - ancien ministre des affaires étrangères de Buyoya - Charles Mukasi - journaliste indépendant.

Un coup d'Etat militaire, à base ethnique en Afrique pendant que souffle timidement le vent démocratique ! Cela crève les yeux. Voilà donc que tout est à reprendre au Burundi car il s'agit là de la remise en question de tout le processus entamé dans les 3 pays de la CEPGL où, comme nous l'avons écrit récemment, le Burundi servait de modèle avec son changement sans effusion de sang pendant que le Zaïre traînait les pieds. Le sang coule ! L'équilibre régional est donc rompu et inquiète Africains et Occidentaux. D'autant plus que le scandale burundais (la Guerre d'octobre des Burundi) fragilise les accords d'Arusha qui permettraient demain à toutes les ethnies de vivre en symbiose, de gouverner dans le respect des règles de jeu démocratique. Ce coup des putschistes burundais porte les stigmates d'une ethnie minoritaire qui reprend le pouvoir avec et par la force et qui profite naturellement du crime. Pour M. Bihanyuma de la communauté hutu de Bukavu : "ce honteux coup d'Etat n'amènera les Tutsi nulle part, tout le peuple burundais doit se lever comme un seul homme contre les militaires et civiles putschistes assoiffés du sang humain et du pouvoir dictatorial pourtant anachronique.

Victime de sa politique de pardon

Ndadaye est victime de sa politique de pardon, d'acceptation de l'autre. L'actuel "Président du comité national pour le salut public", M. Ngeze, n'a-t-il

pas bénéficié de ses mesures de grâce ? Et Cyprien Mbonimpa que Buyoya a laissé dans la prison pour ses grandes soies du pouvoir, comme aussi Bagaza, ne respirent l'air frais de la liberté au Burundi qu'après l'amnistie générale, sans discrimination raciale décrétée par Ndadaye. Mais ce dernier, mort ou vivant, aura commis deux erreurs politiques dans son règne. D'abord la chasse précipitée des tutsi dans l'administration du territoire, les cabinets ministériels, les corps diplomatiques, consulaires... Tout en minimisant l'armée (95 % tutsi) et les données historiques : le groupe Hutu souffre cruellement de manque des cadres universitaires prêts à remplacer les Tutsi en trois mois !

Ensuite, Ndadaye n'a pas demandé à temps l'appui militaire d'un aîné, fut-il dictateur, pendant qu'il ouvrait les portes aux partis d'opposition des pays voisins. C'est ce que pense le Docteur Rwajekera, représentant de la communauté burundaise Hutu du Sud-Kivu, région où l'on vient d'enregistrer 10.000 nouveaux réfugiés (contre 250.000 au Rwanda, surtout à Bugesera) et 12.000 en Tanzanie où vivaient déjà 100.000 autres.

De toutes façons, le doyen des présidents de la région des Grands lacs observera désormais l'attitude des pays étrangers qui n'ont pas cessé de donner les leçons de démocratie sans les appliquer. La France, la Belgique, l'Allemagne et les USA ont décidé de la suspension de leur coopération avec le Burundi de Ngeze aux fins de l'isoler politiquement et économiquement. Cela ne suffit pas. Il faut intervenir autrement pour sauver ce qui peut l'être encore. Parviendront-ils à convaincre les putschistes à revenir sur les bonnes voies démocratiques ? Sûrement pas. Car le chef de l'Etat et le président du Parlement qui allaient reprendre leurs fauteuils puisque démocratiquement élus

ont été déchus et descendus. Reste l'embargo sur le pays de la nouvelle dictature où toutes les élections sont remises en question.

Un test pour Mobutu

Et là encore, faut-il le rappeler, le Burundi constitue un test de taille dans la volonté affichée par la Troïka d'œuvrer pour les droits de l'homme et la démocratie. Un test qui amènera Mobutu soit à se radicaliser soit à s'ouvrir à la démocratie, lui qui vient de sortir par la porte d'Ile Maurice de son isolement international.

La démocratie assassinée au Burundi. Mais en observant de près ce qui est arrivé au Togo, l'on croit que plusieurs pays occidentaux (ceux qui condamnent comme ceux qui se taisent), la France en première ligne, préfèrent encore appuyer leur coopération sur les vieux dictateurs d'Afrique et d'Amérique latine. Le génocide des Burundais ne les préoccupe qu'en deuxième position, le général Aidid est toujours là en Somalie, aidé par l'Iran.

Les Hutu du Burundi trahis par leurs frères du Palipehutu, parti constitutionnellement refusé, tourneront leur regard à la communauté internationale qui hésite déjà à intervenir immédiatement au Burundi. Paris et Washington cherchent à travers les slogans démocratiques à reconquérir économiquement l'Afrique, à se partager café, cacao, cuivre, pétrole, diamant et cobalt et non à sauver des "peuples sans culture démocratique", prêts à tuer et à être tués ! Le nouvel ambassadeur de France au Zaïre, M. Jacques Depaigne l'a implicitement dit : La France et le Zaïre sont condamnés à coopérer.

Le gouvernement du Zaïre et même le Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) ont condamné le coup d'Etat du Burundi. Même réaction du côté de Kigali qui vient de signer un accord de paix à

Arusha en vue d'une cohabitation sans problèmes des deux communautés tutsi et hutu.

Pour le Zaïre, l'acte posé par les putschistes de Bujumbura risque de voir un effet d'entraînement au Nord et Sud-Kivu où les réfugiés burundais et les Banyarwanda du Zaïre sont très agités pour une question ethnique. Il est à craindre des remous au sein de la CEPGL dont l'avenir pourrait être compromis. Car, cette communauté avait mis un point d'honneur à la sécurité des biens et des personnes pour éviter toute effusion de sang !

Pour sa part, la communauté internationale a réagi vigoureusement par la suspension de toute coopération. La France refuse de tendre la main au putschiste. La Belgique, qui a accordé une aide de 250 millions de FF, a tourné le dos à Bujumbura. La RFA, dont la récente augmentation de 30 % des volumes d'aide apportait un ballon d'oxygène au Burundi, a coupé le lien avec ce pays. Les USA, qui à travers la Banque mondiale aidaient le Burundi, ont pris leurs distances.

Tant que le processus démocratique est compromis au Burundi, il n'est pas question d'aider ce pays qui désormais figure sur la liste rouge des Etats anti-démocratiques. L'acte des putschistes a été prémédité car en liquidant le président de la République et du Parlement, ils ont décapité la démocratie pour que toute possibilité de garder les institutions démocratiques soit éliminée.

L'article 83 de la constitution burundaise est clair : "en cas d'absence ou d'empêchement temporaire du président de la République, le Premier ministre assure la gestion des affaires courantes. En cas de vacance pour cause de décès (...) l'intérim est assuré par le président de l'Assemblée nationale ou, si celui-ci est à son tour empêché d'exercer ses fonctions, par le gouvernement (...). Le scrutin pour l'élection du nouveau président a lieu dans un délai qui ne doit pas être inférieur à 1 mois et supérieur à 3 mois depuis la constatation de la vacance.

Imata Raphaël Döwen

Birindwa sort enfin de son laboratoire

Pas de signature sans Premier ministre. Mobutu n'a pas attendu l'issue des négociations pour promulguer l'ordonnance loi n° 003/93 du 28 septembre 1993 portant réforme monétaire. Le Chef de l'Etat s'est lancé dans un défi politique qui a valeur de test ! Conforté par le succès diplomatique obtenu au sommet de la Francophonie à Port-Louis (Ile Maurice), il a mis en ballottage Tshisekedi et Birindwa et peut-être un troisième... larron pour s'impliquer dans cette réforme monétaire, plus technique que politique. La bataille des concertations politiques du Palais du peuple étant reléguée au second plan, la classe politique est montée au créneau pour analyser la pièce maîtresse du "labo" secret de Birindwa du gouverneur de la Banque nationale, M. Buhendwa. Ce que le Premier ministre du gouvernement de large union nationale et de salut public appelle "les moyens de sa politique".

Tout est politique

Pourquoi Mobutu s'est-il lancé dans la réforme au moment où la crise politique n'est pas totalement dénouée ? Car, la confiance que l'on doit détenir viendrait de la classe politique. Comme nous l'avons dit, cette réforme est un défi, un test politique pour le Chef de l'Etat qui entend franchir un pas important vers la décrispation et s'engager avec un peu de pactole en poche dans les élections. Et avec lui, le locataire de la Primature : Birindwa

Mais ce dernier n'est pas certain bien qu'il soit soutenu par l'Occident, et Monsengwo d'investir la primature à cause de la fermeté du camp Nbanda et Vundawwe sur le choix porté sur lui par plusieurs leaders de l'USOR et des FPC. Lâché par certains leaders de l'USOR et oublié, Tshisekedi est accusé de ne point respecter ni ses partenaires politiques ni ses engagements. Les négociations suggèrent qu'il passe par le HCR-Parlement de transition pour légitimer son pouvoir.

Sur ce chapitre, Mobutu et sa mouvance ont marqué des points

du fait que les résolutions importantes de la CNS sont devenues "accords" ou "protocoles à signer". Tout est désormais négociable au sein du HCR-Parlement de transition truffé des hommes du président. A moins d'un revirement de sa part pour prendre langue avec Mobutu conforté par les derniers succès diplomatiques. En attendant, Birindwa vient de sortir de sa réserve pour faire carburer à fond son "labo secret" d'où est sortie la réforme monétaire ! Quant à Tshisekedi ou le troisième larron (dont le plus cité Kengo) il n'aura qu'à prendre le train en marche.

Pourquoi la réforme ?

Puisqu'il y a unanimité juridique (unique ordre institutionnel de la transition et absence de dédoublement institutionnel), politique (l'on s'apprête à signer le Protocole d'accord et confirmer un seul Premier ministre) et diplomatique (succès à la Francophonie et à l'ONU), Mobutu a estimé que la scène politique zairoise serait assainie.

"Son" Premier ministre Birindwa peut gouverner en dépit des protestations des jeunes du FONUS et de l'UDPS qui s'opposent à l'écartement de Tshisekedi. Kinshasa et une partie

du Zaïre dont le Sud-Kivu qui adulaient le Premier ministre issu de la CNS fortement doctarisés estiment que le changement socio-économique actuel passe par la salubre réforme monétaire.

L'ordonnance-loi n° 003/93 du 28 septembre 1993 promulguée le 22 octobre 1993 pour rendre opératoire le nouveau zaïre a la parité suivante : 1 nouveau zaïre (NZ) = 3.000.000 Z, 5 NZ = 15.000.000 Z, 10 NZ = 30.000.000 Z, 100 NZ = 300.000.000 Z, 1 nouveau likuta (NK) = 30.000 Z, 5 NK = 150.000 Z, 10 NK = 300.000 Z et 50 NK = 1.500.000 Z.

La réforme est nécessaire

La réforme monétaire est nécessaire et peut résoudre les problèmes suivants : le manque des liquidités, la paie des arriérés des salaires des fonctionnaires, la réhabilitation du système bancaire et en partie la relance de la production.

En effet, comme l'avait dit le Premier ministre Birindwa dans un point de presse, depuis peu les rapports entre la monnaie fiduciaire et scripturale étaient faussés ! Au lieu de 48 % de dépit en banque et 52 % en monnaie fiduciaire en circulation, l'on avait constaté que les marchés fictifs avaient bloqué le système au moment où l'on enregistrait une carence de liquidité et le non-paiement des fonctionnaires.

Dans le court terme, la réforme peut donc réhabiliter le système bancaire si les mesures d'encadrement le permettraient et favoriseraient la relance de la production intérieure et si le gouvernement met fin à une gestion laxiste des finances publiques de façon à éviter le recours intempestif au financement monétaire. Sinon cette

réforme sera un coup de grâce pour ce pays en agonie.

L'apport des banquiers

La réforme monétaire pourrait faire effet de feu de paille si les banques commerciales n'arrivaient pas à rassurer et à sécuriser les clients de manière à ce que ces derniers puissent jouir à tout moment de l'argent (monnaie locale ou devise) pour le ménage et pour l'activité économique (principalement pour l'importation et le crédit). Si la banque n'apporte pas des solutions à toutes ces préoccupations, les clients continueront à garder l'argent dans leurs coffres pour l'achat des devises nécessaires à l'importation. Et le cercle vicieux reprendra la course de la thésaurisation.

Il est à espérer que la réforme permettra la suppression de plusieurs cours en vigueur dans notre pays. Notamment le cours "grosses coupures" avec 1 million de zaïres et de 500.000 Z, le cours des "petites coupures", le cours "chèques en zaïres", le cours "chèques en devises".

A moins que la réforme monétaire, dont dépendent les mesures d'encadrement, puisse ne pas répondre à l'attente de la masse. Qui craint la flambée des prix et la pénurie des biens de consommation par absence de production.

Des mesures d'encadrement

Les mesures d'encadrement reposent sur :
- l'assainissement des finances publiques, principalement la gestion salariale des fonctionnaires et des militaires ;
- la défense du taux de change grâce aux réserves en devises que la Banque du

Zaïre doit générer :

- la réhabilitation du chèque et du crédit pour la relance de la production intérieure.

Cimanuka aux arrêts

Première victime : M. Ferdinand Cimanuka Ntagaya Ngabo, Président du PDSC et de l'USOR au Sud-Kivu. Qui a pris le relais des assertions de l'opposition. Elle estime que la réforme est inopportune et une escroquerie politique. La réforme monétaire doit être sabotée ! La réaction du pouvoir ne s'est pas fait attendre. Cimanuka est arrêté le 23 octobre 1993 à Bukavu et acheminé le 25 octobre 1993 à Kinshasa pour être entendu par la justice ou les services secrets ! La veille, dans son point de presse, Birindwa avait mis en garde tout fauteur des troubles ou toute personne qui inciterait la population à refuser les nouvelles coupures. Et, il est vite passé aux actes, en frappant d'abord son propre frère de région "Cimanuka", M. Iléo, président national du PDSC a demandé au Premier ministre du conclave de libérer immédiatement M. Cimanuka qui, a-t-il précisé, jouit en tant que membre de l'Assemblée régionale de l'immunité parlementaire. Pour sa part, l'USOR a publié un communiqué dans "Umoja" condamnant cette réforme. M. Kasusula, vice-premier ministre et ministre de l'Administration du territoire et des affaires coutumières a fait savoir que les auteurs de ce communiqué seront poursuivis en justice et le journal "Umoja" suspendu.

Eyenga Sana